

Paysage politique tunisien: 2019 et après ?



Maher Hanin

Sciologue et philosophe, auteur de la Société de résistance (en arabe, Ed. Mots passants / Nachaz, 2019), co-fondateur du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (2011) et membre de l'association Nachaz depuis 2016

L'espace public tunisien, jadis fermé à l'expression politique libre, s'est transformé depuis le 14 janvier 2011 dans un méga-forum à ciel ouvert où tous les Tunisiens se retrouvent et se manifestent, avec leurs différences et leurs antagonismes.

Les rapports à la parole, à l'espace et à l'Etat ne sont plus aujourd'hui les mêmes qu'avant la Révolution. Pour les observateurs et les chercheurs, comme pour les acteurs eux-mêmes, la Révolution, qui a fait tomber un régime autoritaire, a aussi permis l'émergence de nouvelles dynamiques et de nouveaux acteurs libérés de la peur et de l'exclusion.

En effet, la prolifération des médias libres, la place et le rôle de plus en plus accrus de la société civile, ainsi que le pluralisme partisan sont la manifestation du véritable tournant que vit le pays.

Cependant, les multiples attaques terroristes qui ont frappé la Tunisie depuis 2011 et les assassinats politiques des deux leaders du Front Populaire¹ Chokri Belaid et Mohamed Brahmi, en plus de la mort tragique de Lotfi Nagedh, suite à une agression délibérée de groupes radicaux et violents, ont mis le pays sur une orbite de déstabilisation et sur les bords de guerre civile.

On peut ainsi affirmer qu'au cours de ces neuf ans après la chute du pouvoir autoritaire, la Tunisie a pu se maintenir en marche dans sa transition démocratique. La constitution consensuelle de 2014, les avancées législatives en matière de lutte contre la violence à l'égard des femmes et la lutte contre les discriminations raciales d'une part, et la tenue de six échéances électorales libres de l'autre, confirment intérêt et confiance portés à l'expérience tunisienne qui a entamé selon certains la phase de consolidation démocratique. Le prix Nobel de la paix de 2015 n'est que l'illustre reconnaissance internationale de la réussite tunisienne.

Le choc des urnes appelé par certains " la révolution des urnes " suite aux élections de 2019, tant pour les présidentielles anticipées que pour les législatives, débouchant sur un nouvel échiquier politique, interpelle les chercheurs et les observateurs. Il s'agit en effet d'un

¹ Coalition des partis de la gauche et extrême gauche

chambardement total du champ politique, d'une profonde et intempestive métamorphose aussi bien pour les acteurs politiques eux-mêmes que pour les citoyens et pour les analystes.

Quelles sont alors les principaux éléments et indicateurs de ce changement profond après les élections ? Comment peut-on le comprendre ? S'agit-il d'un réel tournant et d'une véritable mutation du corps social et de son rapport à la politique, ou d'une parenthèse conjoncturelle ? Dans quelle mesure peut-on parler d'une Tunisie nouvelle en gestation suite au séisme électoral de 2019 ?

Pour répondre à ces questions, nous proposons dans ce papier une première réflexion qui donnera dans les limites du possible un éclairage sur les mutations profondes qui ont affecté aussi bien le pays d'en bas que les vases clos des élites politiques.

Pour commencer, nous nous arrêterons sur l'émergence d'une citoyenneté active qui soutient le processus de démocratisation. Nous aborderons ensuite les changements qui ont touché les grandes familles politiques, à savoir les islamistes, les nationalistes arabes, les centristes et la gauche, et à travers eux, tout le champ politique classique. Nous focaliserons ensuite sur le phénomène Kais Saïd, nouveau président élu, avant de conclure sur le champ du possible qui s'ouvre aujourd'hui.

Une lente marche vers la citoyenneté : gloire et désenchantement

Au bout de 9 ans de changement du cadre politique, les Tunisiens ont soufflé le chaud et le froid : ils ont à la fois affiché une citoyenneté ferme et fière défendant leurs droits fondamentaux, politiques, économiques et sociaux, et ont simultanément exprimé un désenchantement, un désarroi, voire un scepticisme à l'égard de leur révolution et leur expérience de transition démocratique.

Le dynamisme que connaît la société civile, après la promulgation du décret-loi 88-2011 relatif aux associations², ne se mesure pas seulement en chiffres (on compte plus de 20.000 associations), il est surtout tangible dans l'autonomie et l'indépendance d'un mouvement associatif qui se déploie dans des directions multiples sans aucune allégeance au pouvoir politique. Les effets sont perceptibles dans les différents champs d'activité sociale, politique et culturelle, aussi bien au niveau national que local.

Par ailleurs, le nombre des partis dépasse les 200, dont une vingtaine qui compte véritablement et accède à la visibilité politique et médiatique, et qui représente les différentes familles politiques et les différents projets de société en débat.

Les élections, dont l'organisation est confiée à une instance constitutionnelle indépendante, l'ISIE, ont été, malgré les dépassements soulignés par maints observateurs, malgré les écueils

² Décret-loi n° 2011-88 du 24 septembre 2011, portant organisation des associations.

On compte le 8 novembre 2019 22983 Associations <http://www.ifeda.org.tn>

et les insuffisances, des moments d'un exercice démocratique à la fois émouvant et salutaire pour la société.

Le premier rendez-vous électoral du 23 octobre 2011 a été vécu comme une fête nationale. Puis, en 2014 et sous la pression de forte bipolarisation, les Tunisiens ont retenu leurs souffles par peur, angoisse, doute et lassitude morale, avant d'espérer une sortie du tunnel avec un paysage politique équilibré, entre islamistes conservateurs et démocrates séculiers.

Très vite, le désarroi et le brouillard se sont installés de nouveau : à la crise économique et sociale³ est venue s'ajouter une crise politique après l'éclatement de *Nidaa Tounes*⁴, le limogeage du chef du gouvernement H. Essid, son remplacement par Y. Chahed, lui-même mis sur la sellette quelques mois plus tard dès qu'il est entré en conflit avec son mentor, le président de la République B. Caid Essebsi et plus frontalement avec son fils, accusé de tous les maux qui ont mis *Nidaa Tounes* à genoux.

Les élections de 2018, bien que locales, ont annoncé l'émergence d'une dynamique politique citoyenne non partisane. Le paysage politique qui était marqué depuis les premières élections par la présence de trois grands espaces politiques : les islamistes, dont le parti Ennahdha, reste le premier parti, le mieux structuré et le plus pragmatique, les centristes, qui sont les plus hétérogènes partageant un espace où se côtoient et se disputent les Rcdistes, membres de l'ancien régime, les sociaux libéraux et les libéraux conservateurs, et le courant nationaliste arabe représenté principalement par le *Mouvement du Peuple* et le *Courant Populaire*, la gauche diverse revendiquée par des partis sociaux-démocrates ou des partis et des courants de la gauche radicale marxisante. Ce même paysage donne des signes réels de crise de partis comme corps intermédiaires et de l'émergence de nouvelles formes d'engagement et de politisation indépendantes, horizontale et en réseau.

En bref, les deux formations politiques qui ont pu peser électoralement dans les deux chambres élues, l'Assemblée Nationale Constituante (ANC) de 2011 – 2014, et l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP) de 2014- 2019⁵, ont été le parti *Ennahdha*⁶ et *Nidaa Tounes* formé en court de route. Les autres formations, avec des poids électoraux relativement faibles, ont fini par être des alliés peu influents dans des coalitions au pouvoir ou dans le rôle d'opposants, tout en essayant de marquer des lignes de clivage sur les questions de libertés individuelles, d'égalité de genre, de lutte contre la corruption ou sur les questions économiques et sociales.

³ Les chiffres démontrent que le taux de croissance en 2011 est négatif -1,9%, puis 3,9 % en 2012, 2,4% en 2013, 2,3% en 2014, 1,2 en 2015, 1 % 2016, 1,9 % en 2017 et 2,4% en 2018. Le taux de chômage est de 15% le taux d'inflation est entre 7 et 8 %

⁴ Nida Tounes: parti progressiste réunissant des acteurs de la gauche, des libéraux et des membres de l'ancien régime, fondé par le futur président Béji Caid Essebsi en 2012

⁵ Les résultats de 2014 ont donné : Nida Tounes en tête avec 86 députés (37,56 %) et la Ennahdha avec 69 députés (27,9 % de voix)

⁶ La principale formation politique représentant le courant islamiste fondé en 1981 sous le nom MTI (Mouvement de la tendance islamique) avant de changer de nom en 1989. Lié à la confrérie mondiale des frères musulmans depuis sa fondation le parti Ennahdha essaie depuis son 10 congrès d'affirmer sa "tunisianité" et sa vocation civile qui sépare le politique du religieux " nous sommes aussi les enfants de Bourguiba répétaient des dirigeants islamistes

Dans un autre sens, la société civile de plus en plus rodée et outillée, la centrale syndicale (UGTT) et les nouveaux mouvements sociaux ont aussi marqué le débat public qui s'est articulé sur des thématiques chaudes comme les libertés individuelles, surtout après la publication du rapport de la COLIBE⁷, les droits économiques et sociaux, l'ALECA et les politiques d'austérité, la justice transitionnelle et la lutte contre la corruption et l'impunité.

Pour résumer, nous dirons qu'une société en mouvement a donné lieu à des moments de gloire et des moments de défaite, l'essentiel étant que l'éveil citoyen ne s'estompe pas depuis la Révolution de 2011, et que l'idéal type de la démocratie, du vivre ensemble et de la justice sociale continue à hanter les esprits.

Les élections de 2019 : un contexte incertain, et un champ politique déconstruit

Depuis les résultats des élections de 2014 et tout au long de ces cinq dernières années, l'intensité de la bipolarisation laïque/ islamique laisse la place à un autre clivage lié plutôt à la transition économique et sociale tant attendue par les populations en détresse, à la lutte contre la corruption et aux exigences de la bonne gouvernance.

La formation gouvernementale qui a vu le jour après les élections de 2014 sur l'impératif du consensus et de l'unité nationale n'était à la fin qu'une expression plus claire de ce déclin qui a conduit à mettre en veilleuse ou à esquiver les confrontations directes, ouvertes et tendues entre laïcs et conservateurs, principalement entre *Nidaa Tounes* et *Ennahda*, devenus le tandem qui a vocation à gouverner le pays et gérer sa transition pacifiée.

Cette nouvelle reconfiguration, dont l'acte de naissance remonte à la rencontre de Paris entre les chefs des deux partis, B. Caied Essebsi et R. Ghanouchi, en pleine crise politique de l'été 2013, est souvent vue sous trois angles:

Certains y voient une étape nécessaire imposée par le choix de l'électorat pour faire avancer la transition démocratique, stabiliser les institutions et éviter le scénario " apocalyptique " du déchirement de la société, avec l'argument supplémentaire du besoin de stabilité politique pour pouvoir relancer l'investissement et la croissance économique bloquée.

D'autres, les « élites » modernistes fidèles au legs bourguibien⁸, la voient comme une menace réelle pour cette transition et un revers dans l'histoire du pays. Ces dernières ont, pendant des décennies, considéré l'État de l'indépendance comme un État moderne et laïc qui se

⁷ Commission des libertés individuelles et de l'égalité (COLIBE) formée suite à une initiative du président de la République en août 2017 ayant pour mission de rédiger un ensemble de propositions qui permettraient de promouvoir les libertés individuelles et l'égalité entre les citoyens dans les textes de lois. Son rapport a été rendu public le 08 juin 2018 et comporte plusieurs recommandations: abolition de la peine de mort, égalité dans l'héritage entre l'homme et la femme, dépénalisation de l'homosexualité, etc.

⁸ Habib Bourguiba, 1903-2000, premier président de la République tunisienne, leader du mouvement de libération nationale et fondateur de l'Etat moderne, fondateur et président du Parti Néo-destourien devenu le PSD puis le RCD sous le régime de Ben Ali.

protégeait des forces de la « régression religieuse » pour pouvoir construire des institutions politiques civiles sur le modèle de l'État laïc occidental et plus précisément français.

Sous un troisième angle, ce gouvernement de coalition est perçu par la gauche politique et civile et les forces sociales et les jeunes de la Révolution comme une sorte de contournement de la Révolution et de détournement de son horizon social, pour la remettre sur une autre voie politique qui exclue les personnes les plus touchées par l'ancien système et redessiner le paysage politique pour un nouveau tandem islamo-destourien. Ce qui transformera à la fin la révolution en un changement purement politique qui a mis un point final à l'hégémonie du parti unique et à l'exclusion de l'islamisme par des élites modernistes occidentalises.

Cependant, ce consensus n'a pas réussi à geler la vie politique et à mettre fin aux contradictions, et aux conflits d'idées, de projets et de classes. Ces derniers s'expriment à des degrés divers, tant en ce qui concerne les libertés individuelles et l'égalité des sexes, que sur les questions de corruption, de développement régional, de la détérioration du pouvoir d'achat, de la dégradation du niveau de vie, contre la violence policière, etc... Elles ont ainsi fini par être au cœur de l'enjeu politique, et à un moment donné, au cœur du conflit social entre, d'une part, les forces civiles, syndicales, professionnelles et politiques engagées à mener le cours de la révolution à son terme et dans le sens de la justice distributive, et d'autre part les forces qui la rejettent pour défendre le retour de l'ancien régime et maintenir les mêmes choix économiques et sociaux désastreux d'avant 2011.

Aujourd'hui la désillusion des « modernistes » est patente. Elle plane en premier lieu sur les partis qui revendiquent cette identité politique mais aussi sur une bonne partie de la société civile. La défaite électorale de ce courant aux élections, la mort du Président B. Caïed Essebsi, l'éclatement de Nida Tounes, la faible audience des partis comme *Albadil* (un parti fondé par l'ancien chef de gouvernement M. Jomaa) et *Afek* (parti représentant la nouvelle droite social-libérale), etc., autant de facteurs qui ont réduit cette famille à l'état de déshérence et de perte où elle se trouve.

Qalb Tounes, aujourd'hui deuxième parti selon les chiffres (38 sièges), est trop fragile pour jouer un rôle structurant au centre, ces transactions avec *Ennahdha*, et les menaces de poursuites judiciaires pour son président N. Karoui, risquent de déstabiliser un regroupement d'élus hétéroclites et sans projet.

Même *Tahya Tounes* qui est parvenu à sauver les meubles avec 14 élus (4,4% de voix), remportant une victoire au goût de défaite, selon M. Ben Ahmed ancien syndicaliste et membre fondateur du parti. Ce parti entame la nouvelle phase plombée par deux écueils : le bilan de Y. Chahed président de gouvernement sortant, et le « casting » de ses députés nouvellement élus fleurant l'ancien régime et ses pratiques désuètes plutôt que le renouveau attendu.

Une chose est sûre cependant: le pays a besoin de ce centre social libéral qui a ses raisons d'être, ses adeptes, ses électeurs mais jamais il ne sera bâti dans la peur anti islamiste, dans la tergiversation et sans couper les amarres avec la corruption et le capitalisme de copinage.

Parallèlement, le mouvement de protestation et le mouvement social avec ses différents affluents, a réussi à discréditer l'alliance *Ennahdha –Nidaa* et à imposer des voix dissonantes dans l'espace public. Disons, enfin, que ces nouveaux mouvements soutenus par une société civile engagée, les syndicats et des forces politiques d'opposition, des médias libres et alternatifs, sont parvenus à creuser des nouveaux sillons du conflit social que nous désignons par société de résistance.

Cette société de résistance constitue une configuration protéiforme d'opinions, de tendances et d'actions, réunies par une opposition au jeu ordinaire et morne de la politique. Elle porte le drapeau d'un Dégagisme qui prône le renouveau.

L'islamisme: déclin ou renouveau ?

Les élections législatives nous ont livré des résultats en terme d'élus et de représentation des différentes familles politiques qui ont bouleversé la donne politique dans le pays. Elles nous ont notamment apporté de nouveaux éléments propres à la représentation de l'islamisme politique, *Ennahdha* qui accaparait à elle seule le vote conservateur depuis 2011 s'est trouvée après le 6 octobre 2019 talonné sur son territoire par deux autres formations islamistes : la *Coalition El Karama* (la Dignité) et le parti salafiste *Arrahma*⁹.

S'agit-il d'une réelle fracture qui divise idéologiquement et politiquement les islamistes ou plutôt d'un jeu de rôles entre courants qui partagent le même projet de société ?

Le constat le plus clair depuis des mois est que les différends au sein d'*Ennahdha* sont réels, des dirigeants comme A. Mekki, M. Ben Salem et Z. Chhoudi ne mâchent plus leurs mots en critiquant le président du mouvement, trop autoritaire. En face, R. Gannouchi et son gendre R. Abdessalem, les accusent de manipulation, de connivence et de pouvoirs et ambitions personnelles.

D'autres voix nahdhaouies s'élèvent contre la ligne politique aventuriste du mouvement, représentées principalement par « l'enfant prodige » aujourd'hui rebelle, L. Zitoun. Ce dernier a affiché à maintes reprises son refus du désaccord avec B. Caid Essebssi et Nida Tounes, son soutien aux droits individuels, et dernièrement sa préférence pour le candidat présidentiel de Afek et Nida, A. Zbidi, autant de messages et des distances qu'il voulait prendre avec la ligne et le positionnement de son mouvement.

Par ailleurs, une bonne partie des jeunes et des radicaux (idéologiques et politiques) de la base islamiste, boudaient le mouvement pour s'en désengager totalement ou rejoindre la dynamique lancée par l'avocat S. Makhlouf, I. Dghije, une figure très controversée des Ligues

⁹ Hizb Errahma (Parti de la miséricorde) est un parti politique tunisien islamiste d'orientation salafiste dirigé par Saïd Jaziri, ancien porte-parole de la communauté musulmane au Canada.

Le parti se dit attaché au régime parlementaire, et prône l'inscription de la charia dans la Constitution suite aux élections de 2019 le parti est classé 18 avec 4 députés et 27 944 voix

de Protection de la Révolution, ainsi que l'ancien Imam de la plus grande mosquée de la ville de Sfax, R. Jaouadi et d'autres figures salafistes. Cette mouvance est arrivée à mobiliser et à décrocher 21 sièges de députés dans la nouvelle ARP, et de se présenter comme partenaire de pouvoir.

En dépit de tout cela, *Ennahda* est parvenu à être premier au scrutin et à éviter le pire. Le parti est certes affaibli avec seulement 561 132 voix en 2019, contre 947 034 voix en 2014 et 1 501 132 voix en 2011. Pour les élections locales de mai 2018, le parti conservateur a récolté 517 134 voix ayant permis d'avoir 2139 conseillers municipaux. Les chiffres confirment le déclin de l'islamisme politique, ses dirigeants et ses représentants sont aussi touchés par le Dégagisme qui ébranle le paysage politique classique et le déconstruit.

Il est trop tôt pour juger la capacité d'*Ennahdha* à réagir ou à reprendre ses bases perdues, mais il est possible d'avancer des éléments d'analyses socio-politique révélatrices d'une banalisation du phénomène islamiste et qui méritent des études plus approfondies. Pour autant, deux principaux constats se dégagent déjà.

Le premier est que l'islamisme est pluriel, son éventail s'élargit des plus modérés au plus radicaux, avec des liens entre les différentes composantes qui sont fragiles. Ces dernières n'arrivent plus à partager, du moins publiquement, la même matrice idéologico-culturelle. On dira dans le même sens que le clivage est aussi social entre un Islam politique des classes embourgeoisées et moyennes supérieures, qu'on peut dénommer en paraphrasant P. Haenni¹⁰ un islam « de marché », et un Islam qui se veut pieux, austère et radical, et qui parle aux couches populaires, et qui est en résonance avec leur envie de rupture avec la société injuste. Le clivage semble opposer l'islamisme des « dominés »¹¹ à un islamisme des « dominants ».

Le deuxième élément est la capacité encore réelle de l'islamisme mainstream à encadrer un électorat fidèle. Les comportements électoraux ne dépendent pas seulement des caractéristiques socio-économiques, même si celles-ci ont une forte influence. Ils dépendent aussi des formes de socialisation liées à la famille, aux associations, au milieu professionnel, à l'utilisation des lieux de culte pour des fins partisans, et aussi des autres formes de participation à la vie politique. Une enquête qui montre l'importance des multiples formes d'encadrement et de socialisation politique dans le choix électoral et ses changements est plus que jamais nécessaire après le séisme électoral d'octobre 2019 et suite à l'évolution de l'expérience tunisienne depuis 2011.

¹⁰ Pour ce politiste auteur de " L'islam de marché, l'autre révolution conservatrice " seuil 2005. Il y a un autre islam qui est en train de voir le jour dans les pays musulmans ; Egypte ; Turquie, Indonésie .. à l'ombre de l'islamisme radical . Il tisse des compromis pragmatiques avec l'occident est porté par les nouvelles élites bourgeoises urbaines.

¹¹ On avancera ici l'hypothèse pour dire que l'islamisme souvent avancé comme la voix du sud face à la politique coloniale, est en voie de devenir en partie du moins une idéologie de dominant qui justifie les inégalités sociales et l'intégration dans une économie mondiale au service du capital mondial puissant et dominant

La gauche : la crise continue !?

La question souvent posée à ce niveau par les militants de la gauche elle-même ou par les observateurs est la suivante : qu'est ce qui explique et fait durer l'éparpillement de la gauche ? La réponse habituelle qui revient le plus souvent est la compétition des égos.

Une telle réponse ne résout pas le problème. Il existe inévitablement des doses de narcissisme chez certains dirigeants de gauche mais la question est bien plus complexe et mérite d'être abordée autrement.

Les manifestations de la crise ne sont plus dissimulées ou dissimulables, et elles ne sont pas réductibles à la question (du reste importante) du leadership.

Il faut reconnaître que la crise de la gauche est mondiale, et notamment européenne, depuis au moins trois décennies, et qu'elle a beaucoup affecté une gauche tunisienne très proche des schémas euro-occidentaux. En effet, la pensée politique, progressiste, libertaire et émancipatrice est en mouvement depuis Mai 68 et la crise du structuralisme, elle s'est encore accélérée depuis les années quatre-vingt-dix et la chute du Mur de Berlin.

En Tunisie, cette pensée est bien en panne et en manque d'imagination et n'arrive pas à se connecter à l'effervescence intellectuelle et à l'éveil citoyen, à l'heure de la mondialisation et de l'altermondialisme.

Le deuxième problème est l'absence d'une théorisation des opportunités et des limites de la démocratie représentative et des alternatives à proposer.

Le troisième problème qui se pose aujourd'hui à la gauche tunisienne, lié aux deux précédents, est la désorientation de la conscience de gauche, incapable à agréger combats sociétaux et combat sociaux, d'où son faible encrage social et anthropologique dû à une rupture tragique entre les dynamiques sociales d'en bas et les élites de la gauche classique idéologisée, bureaucratique et paternaliste.

En effet, nous avons bien vu et entendu les multiples expressions d'une société de résistance, de protestation, une société en colère et indignée, animée par des revendications vitales, à commencer par l'accès à l'eau, le droit à la santé, la cherté de la vie, le droit à un emploi digne, le développement régional, mais aussi une société vive et courageuse qui défend les libertés individuelles, l'égalité de genre et la créativité artistique.

La majorité de ces dynamiques de néo-résistants échappées aux formes traditionnelles d'organisation partisans, syndicales et associatives, horizontales, spontanées et diverses, ont totalement marqué l'espace public depuis janvier 2016¹², face à une gauche paternaliste, opaque et incapable de s'adapter aux nouvelles expressions sociales de colères et les nouvelles formes d'organisations et de mobilisations.

¹² Les rapports de L' FTDES nous indiquent 8713 mouvements de protestations en 2016 , 10456 en 2017 et 9356 en 2018 pour plus de détails voir contact@ftdes.net

La gauche, et principalement le *Front populaire*, a été défaite certes à cause de ses erreurs et de ses errances, elle a été aussi victime du Dégagisme fort qui visait ce qu'on nomme, sans nuance souvent, les « modernistes », les « centristes », les « démocrates ». Ce fourre-tout a porté préjudice à la gauche car il l'a assimilé aux défenseurs farouches de l'ancien régime et de la restauration, aux pseudo-élites corrompues, à un droits-de-l'Homme hostile aux luttes sociales des plus démunis et des exclus, aux libéraux coupés du peuple préférant l'entre soi confortable, alors que le fond de l'air était en train de changer et que l'ardeur perdue était de retour.

Une pareille « famille » dite « centriste » est une construction politique aberrante et vide de sens pour la gauche qui ne fait que perdre son âme et se dissoudre dans une telle nébuleuse sans reliefs. Prendre ses distances, fixer les adversaires, tracer les frontières avec les élites économiques privilégiées est plus vital pour la gauche que continuer à défendre un consensus mou, au nom d'un combat pour la modernité qu'on conçoit toujours par en haut. Adopter l'idée d'une démocratie radicale fera de cette démocratie un lieu de vie politique traversé par une conflictualité de classes non d'un consensus dépolitisé, la gauche gagnera en crédibilité et en popularité en prenant à bras le corps cette grammaire politique conflictuelle et radicale sur la question sociale de la redistribution et du développement équitable.

Pour les pragmatiques, c'est aujourd'hui le parti *Tayyar*¹³, placé comme troisième force politique avec 22 députés (10,14% de voix), qui peut servir de plate-forme de débat pour un nouveau rassemblement politique de la gauche sociale. Il va sans dire aujourd'hui que la sortie de la crise pour la gauche n'est pas imminente, et que les voies de sortie ne se dégagent pas encore.

Shamas Radhouani, jeune militante féministe de gauche et défenseure des droits LGBT, réclame la dé-libéralisation des luttes pour les libertés individuelles¹⁴, seule voie possible selon elle qui permettra l'articulation des luttes sociétales et sociales et donnera à la gauche les possibilités de se reconstruire dans l'ouverture. L'expérience mondiale le montre bien : les archéo-gauchistes meurent et des nouvelles gauches émergent. La deuxième vague des révolutions arabes qui s'inscrivent depuis des mois dans une vaste insurrection mondiale contre le néolibéralisme nous ouvrent les yeux sur la nécessité d'articuler la question sociale à la question démocratique.

Kais Said par-delà Kais Said

Tout le monde anticipait le choc, quelque chose allait se produire lors des élections présidentielles suite à la disparition de BCE laissant sa famille nidaiiste et « moderniste »

¹³ Tayyar ' , le courant démocratique un parti affichant une tendance social-démocrate fondé par M Abbou suite à une scission du CPR le parti de M Marzouki en 2013. Le parti a mené un combat sans relâche contre la corruption et l'ancien régime entre 2014-2019

¹⁴ Le débat de Nachaz du samedi 16 / 11 / 2019

désorientée à l'image d'une armée mexicaine ou les chefs se font nombreux, sans hommes et femmes fidèles et soudés derrière.

Le 13 octobre dernier, après le premier tour, deux outsiders par rapport aux appareils partisans existants, se trouvent face à face: N. Karoui avec 15, 58 % de voix et K. Said avec 18,40 % de voix. C'est en effet la défaite de A. Mourrou, candidat du parti Ennahdha avec 12,88 % et des deux candidats, jadis proches devenus des frères ennemis, Y. Chahed à 7,38% et A. Zbidi à 10,73 % des voix.

La montée aussi remarquable de nombreux noms a suscité l'intérêt des observateurs et des médias, en l'occurrence celle du conservateur L. Mraïhi candidat d'un petit parti, l'UPL, avec 6,56 %, du très médiatique S. Said à 7,11 %, soutenu par les nationalistes du *Mouvement du peuple*, et du conservateur controversé S. Makhoulouf à 4,37% des voix, le candidat de *Coalitions Karama*, une fraction islamiste radicale dissidente d'*Ennahdha*.

Le plus frappant évidemment c'est le cas K. Said. En effet son score écrasant face à son concurrent N. Karoui ne s'explique pas seulement par les soupçons de corruption entachant l'image de ce dernier ou par son emprisonnement durant la campagne électorale qui a tout de même altéré toute l'ambiance électorale. Le débat télévisé du vendredi 11 octobre suivi par 6,2 millions de Tunisiens, a montré l'écart entre les deux hommes : d'un côté l'universitaire, droit dans ses bottes et ses mots, intègre et propre, de l'autre côté le magnat des médias et homme d'affaires à mille lieues de l'homme d'Etat capable d'assumer la magistrature suprême.

Les résultats du deuxième tour ne font que confirmer la tendance populaire en faveur du professeur de droit. K. Said, élu avec plus de 72 % et un taux de participation de 56,8 % (sur un corps électoral de 7 millions d'inscrits).

La question qui continue à être posée est ainsi la suivante : comment un homme seul a pu arriver là et comment a-t-il pu défier des machines d'argent, des partis et des médias, pour être l'incarnation d'un désaveu, qui dépasse sa personne, à l'égard de partis politiques et l'élite au pouvoir ?

L'abstention, même si elle doit toujours nous interpeller, mais surtout l'appel au vote blanc, n'ont finalement pas marqué la rue et la dynamique électorale, c'est plutôt une nouvelle bipolarisation qui s'est installée: intégrité vs corruption, révolution vs contre-révolution. Selon le récit construit par le candidat victorieux lui-même, « c'est une révolution culturelle avec les outils de la légitimité démocratique que nous sommes en train de vivre », ne cessent de répéter le candidat et ses proches. En effet, la focalisation sur la question identitaire et le clivage culturel ayant escamoté la question sociale, la candidature de K. Said l'a rendue plus audible dans le champ politique.

Présenté comme un nouveau sauveur ou un Kaiser, incriticable par ses adeptes obtus, ou comme un populiste et même un ultra-conservateur salafiste pour certains de ses détracteurs, K. Said n'est, à vrai dire, ni l'un ni l'autre.

K. Said a réussi à cultiver une proximité avec le citoyen, et à afficher une modestie très appréciée par ses électeurs. Son discours basé essentiellement sur la rhétorique de la

révolution, et sur la question sociale plus que sociétale, sur l'anticorruption, sur le refus radical de la centralisation, la défense d'une nouvelle gouvernance et d'une nouvelle organisation du pouvoir de l'Etat, n'est pas celui d'un président conservateur. Son discours d'investiture devant l'ARP a rassuré sur son sens de l'Etat et du droit. Néanmoins, ses positions sur des questions de liberté individuelle et d'égalité homme-femme, laissent une partie de l'opinion publique, et surtout les militantes et les militants des droits humains, perplexes. Elles sont, à juste titre, inquiétantes pour un pays qui veut bâtir une véritable démocratie respectueuse des droits humains plutôt qu'une démocratie normative et mécanique otage de la dictature de la majorité. Dans tous les cas, le mandat de K. Saïd ne fait que commencer et il sera jugé sur les faits. On se mobilisera toujours pour défendre la liberté, l'égalité et la démocratie pour tous.

Pour revenir au vote, il est fructueux de s'arrêter sur un fait marquant de la dynamique de vote qui a porté le candidat vainqueur, à savoir le rôle de jeunes et l'éventail politico-idéologique large qui a voté pour lui aux deuxième tour, confirmant la perception d'un engouement populaire non délibéré pour un vote fondamentalement « anti-système ». Ce vote résonne donc avec le Dégagisme qui couvait au fond de la société, il y a un passage d'une citoyenneté passive à une citoyenneté active qui s'approprie le vote comme moyen de changement politique.

Même si le vote des jeunes, voire la politisation des jeunes et leur engagement, demeure l'objet de peu d'études sociologiques ou statistiques, on avancera ici quelques premières pistes de réflexion. Avec 37 % de votants au premier tour puis 90 % au second tour, les diplômés de l'enseignement supérieur et du secondaire ont voté en masse pour le candidat universitaire. Les jeunes diplômés qui ont été un acteur majeur durant les dernières années de Ben Ali, durant les 29 jours de la révolte, et après 2011, refont surface à travers ce vote et même après, avec la campagne de propreté lancée spontanément dans les quartiers et les régions ¹⁵. On ne parle pas d'un déferlement des jeunes pour les élections en général, puis que leur participation continue à être faible avec moins de 6 % ayant entre 18 – 26 ans qui se sont déplacés pour voter, mais on souligne plutôt que le choix des jeunes qui ont voté était de barrer la route à N. Karoui et porter K. Saïd. Pour le dire dans un langage moral, les jeunes sont pour la droiture et hostiles à la corruption et la manigance, et c'est finalement tant mieux pour la Tunisie nouvelle.

D'un autre côté, le vote du 13 octobre n'a pas suivi la même fracture territoriale de 2014 et 2011. C'est ainsi au sud, dans la circonscription de Tataouine, que K. Saïd réalise son meilleur score avec 96,09 % des voix, et à Zaghouan qu'il réalise le plus mauvais score à 37,12 %. Ailleurs en Tunisie, comme à l'étranger, il était dans le sillage de sa moyenne nationale. La dynamique pour K. Saïd est ainsi nationale, et non régionale et territoriale ¹⁶. Elle rentre dans

¹⁵ Une campagne baptisée " état de conscience " a vu jour presque partout pour s'approprier l'espace, propreté, graffiti, entraide ... rappelons les ambiances des premiers jours suite au 14 janvier 2014

¹⁶ Pour comparer les résultats de 2011, 2014 avec celle de 2019 voir ; A Gana et G Van Hamme dir, Elections et territoires en Tunisie ; enseignement des scrutins post-révolution (2011 – 2014) IRMC –Karthala 2016. Selon cette étude l'opposition centre /périphérie est manifeste dans le comportement électoral aussi bien en 2011 et 2014

le cadre d'une moralisation de la vie politique, qui constitue ainsi une aspiration forte portée et partagée par la majorité des Tunisiens.

On dispose ainsi d'un premier aperçu sur la représentation de l'Etat, des élites et des médias, de ce qu'il est convenu d'appeler « système », chez les jeunes diplômés. C'est dans cette optique qu'on avancera notre lecture du vote pour K. Said.

Rappelons ici brièvement quelques éléments théoriques de sociologie électorale par laquelle on peut distinguer trois paradigmes.

Le premier, appelons-le « modèle sociologique », ¹⁷ propose d'étudier l'effet de la campagne électorale sur les choix électoraux.

Un second modèle, défini comme modèle « psycho-politique », considère que le vote est d'abord un acte politique commandé par la perception qu'ont les électeurs des principaux objets politiques.¹⁸

Enfin, le modèle proposé par O. Key qui critiquait déjà la notion d'électorat passif, prisonnier de la « camisole de force », des déterminants sociaux ou psychologiques, et soulignait la capacité de tout électorat à porter un jugement, positif ou négatif, sur les candidats.

Retenons à ce niveau comme éclairage théorique qui ressort de ces trois modèles que le comportement électoral est le fruit de multiples facteurs, structurels, conjoncturels et contextuels, où l'électeur n'est, à la fois, ni complètement rationnel, c'est-à-dire complètement prisonnier des déterminants sociaux ou psychologiques, ni complètement décideur, ni complètement passif ou suiveur.

C'est la bifurcation et la synthèse des deux derniers modèles qui nous aidera à comprendre la vague générale et déferlante vers K. Said. Concernant les jeunes comme groupe social, et dans la ligne d'analyse d'Anne Muxel¹⁹, nous confirmons dans le cas du vote du 13 octobre c'est-à-dire du deuxième tour, les nouvelles formes de liens qu'établissent les jeunes avec la politique, d'où le brouillage des anciennes allégeances partisans ou idéologiques. En effet, l'activisme des jeunes se manifeste de plusieurs manières et à travers différents répertoires d'action. Ainsi, la norme civique qui attache le vote à la citoyenneté normative est remise en question ou, du moins, affaiblie. Le comportement des jeunes ne signifie pas nécessairement une rupture de lien avec le politique mais plutôt une nouvelle politisation, ou, plus clairement, une nouvelle forme de rapport avec la politique.

Pour conclure, nous disons que rien ne sera après 2019 comme il l'était avant, les élections ont prouvé que la démocratie tunisienne est en devenir, elle arrive à faire vivre en même temps les différentes formes de protestation et même de subversion, et l'attachement au jeu démocratique participatif et pacifié par les urnes. Il y a ainsi une urgence politique pour

¹⁷ Il est associé aux travaux pionniers du sociologue Paul Lazarsfeld et de son équipe à l'Université de Columbia

¹⁸ Voir l'ouvrage de H. T. Himmelweit, P. Humphreys, M. Jaeger et M. Katz, *How Voters Decid*, Philadelphie, Open University Press, 1986.

¹⁹ Rencontre avec Anne Muxel : « Les jeunes ont un nouveau rapport au politique » Sc. Humaines Février 2012

donner à ce souffle une longue vie. Ne pas le faire, c'est ouvrir la porte à l'inconnu et l'imprévisible.